

en Afrique du Sud. Elles auront beaucoup à dire. Depuis la rencontre de Toronto, on a continué de recourir à l'état d'urgence pour détenir sans procès des opposants non violents à l'apartheid; ils sont de 1 500 à 2 000 dans ce cas à l'heure actuelle, et l'on sait qu'environ 10 % d'entre eux ont moins de 18 ans. Pour affaiblir encore l'opposition, on se sert de plus en plus souvent d'arrêts de restriction qui constituent une forme d'assignation à résidence s'appliquant automatiquement.

Pendant cette période, le gouvernement de l'Afrique du Sud a continué d'avancer des propositions sur ce qu'il appelle "le partage du pouvoir", et qui s'avèrent totalement inacceptables pour la majorité sud-africaine. Lors des élections municipales du 26 octobre, la majorité écrasante des Noirs s'est vue privée de son droit de vote et la plupart des électeurs se sont tout simplement abstenus de voter. Ce qui s'est passé ne laisse aucun doute quant à la volonté de taire aux Noirs sud-africains les noms de leurs véritables dirigeants. Seuls des dirigeants légitimes ont le droit de négocier au nom de leur peuple.

Le régime de l'apartheid demeure fondamentalement inchangé. Et bien que la situation politique semble plus confuse qu'elle ne l'a été pendant quelque temps, rien ne permet de croire que les Sud-Africains blancs qui appuient le gouvernement ont enfin accepté la réalité, à savoir qu'ils ne peuvent continuer de priver la majorité de leurs concitoyens de leurs droits les plus fondamentaux.

C'est pourquoi la Communauté internationale doit maintenir ses pressions sur Pretoria à l'aide de sanctions et d'autres moyens. Elle doit également encourager, lorsque c'est possible, les efforts visant à convaincre les partisans de l'apartheid qu'il existe une meilleure solution, une solution plus juste que celle d'adhérer à un système immoral et débilitant de discrimination raciale.

Ici, à Harare, le Comité est parvenu à mi-chemin de ses travaux. Nous allons plus que jamais porter notre attention sur la période qui précédera la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur. Nous avons contribué à maintenir l'attention du public sur cette question et nous avons mis en train plusieurs initiatives. Il reste beaucoup à faire, et nous attendons avec impatience de participer aux échanges qui auront lieu au cours des trois prochains jours afin de réaliser des progrès tangibles sur un grand nombre de questions.

Nous examinerons les moyens d'aider la population de l'Afrique australe à réaliser son véritable potentiel, potentiel qui est resté étouffé pendant trop longtemps par la discrimination raciale et la répression en Afrique du